



| Avec la création par la campagne #timesup d'un fonds de défense pour aider les femmes à signaler des cas de harcèlement sexuel et d'agressions, le mouvement #metoo a déjà amorcé l'étape suivante

# #METOO : DU HASTAG AU MOUVEMENT, AUX SOLUTIONS POUR LUTTER CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL

par Zita Gurmai & Marja Bijl

Depuis toujours, le harcèlement sexuel a été présent dans la vie des femmes, mais il a toujours été perçu comme quelque chose dont on ne parle pas, de privé et de honteux. L'année dernière, le tumulte de #metoo a montré au monde ce que les féministes savent depuis des décennies. Deux femmes impliquées dans la politique, la présidente du PSE Femmes Zita Gurmai et la vice-présidente Marja Bijl, partagent avec nous leur vision d'un nouveau paradigme social dans lequel des actions sont entreprises pour faire face à des problèmes tels que le harcèlement sexuel.

**G**âce aux médias sociaux, beaucoup de colère et de frustration à propos du harcèlement sexuel ont émergé. Cette « révolution moderne » a

brisé le silence, a recréé de la solidarité entre les femmes de tous les âges, de toutes les origines ethniques et de tous les milieux sociaux et elle a donné aux victimes une plateforme pour qu'elles

soient entendues et respectées. Alors que les scandales de harcèlement sexuel de Hollywood ne formaient que le sommet de l'iceberg, des femmes courageuses du monde entier ont parlé de

leurs expériences extrêmement pénibles et ont clairement déclaré que les causes sous-jacentes du harcèlement sexuel et du viol sont les structures de pouvoir inégales dans notre société.

## Des changements systémiques sont nécessaires

Les femmes sont à présent soutenues pour se mettre debout et commencer à changer la manière dont notre monde est structuré contre nous. Mais nous ne devons pas perdre l'élan de cette vague de solidarité, de compréhension et de sensibilisation. Il est non seulement important de disposer d'une plateforme à partir de laquelle il est possible de parler, briser des tabous et montrer que les femmes ne sont pas seules, mais aussi pour récolter les fruits de cette nouvelle ère. Il est temps pour celles parmi nous qui ont le pouvoir de prendre des décisions de faire face à ce problème difficile et d'effectuer les changements systémiques pour aider nos sociétés à guérir.

Alors que les sociétés et entreprises ont réalisé que leurs réputations sont en jeu et qu'elles ont mis en œuvre des mesures drastiques, les partis politiques et les institutions sont à la traîne. Ce qui est nécessaire à présent est d'établir des lignes directrices claires et spécifiques pour les types de comportements qui constituent du harcèlement sexuel et de disposer de politiques pour apporter aux victimes et aux employeurs une marche à suivre claire lorsque cela arrive. Nous devons améliorer la communication et la sensibilisation dans chaque lieu de travail et créer des procédures qui facilitent la gestion et le signalement d'incidents, à partir du sommet des échelons supérieurs jusqu'aux employés occupant des postes à rémunération peu élevée.

## Actions de la part des institutions européennes

Les institutions européennes ne sont tristement pas à l'abri du harcèlement sexuel. C'est la raison pour laquelle le Parlement européen a réclamé l'année dernière une proposition pluripartite sur la lutte contre le harcèlement sexuel et les abus sexuels dans l'UE. Il progresse également avec son comité consultatif traitant des plaintes de harcèlement et il développe davantage de campagnes proactives et préventives ciblant essentiellement les assistants des parlementaires.

Les PSE Femmes ont la conviction que ce ne sont pas les seules conséquences positives du mouvement #metoo qui vont avoir des répercussions et apporter de véritables changements. Avec la création par la campagne #timesup d'un fonds de défense pour aider les femmes à signaler des cas de harcèlement et d'agressions sexuelles, le mouvement #metoo a déjà amorcé l'étape suivante. Aux États-Unis, nous voyons déjà davantage de femmes se porter de plus en plus candidates à des postes élevés et les citoyens ont l'air de comprendre qu'à long terme, il est indispensable d'augmenter la participation des femmes parmi les autorités chargées de prendre des décisions pour encourager un meilleur environnement de travail. C'est quelque chose que nous souhaitons également voir en Europe.

*#metoo « Ce qui est nécessaire à présent est d'établir des lignes directrices claires et spécifiques pour les types de comportement qui constituent du harcèlement sexuel. »*  
**@zgurmai\_EN**  
**@MarjaBijl**



## Faire face à la violence contre les femmes

Alors que le mouvement #metoo a ouvert les oreilles, les yeux et les esprits, le harcèlement sexuel n'est pas un problème qui va bientôt disparaître, sauf si nous agissons, rassemblons des données et effectuons les changements législatifs, institutionnels et

culturels nécessaires. À travers l'UE, nous devons non seulement trouver des mesures concrètes pour traduire le mouvement en une action politique, mais nous devons également mettre en œuvre les propositions politiques qui sont déjà à notre porte pour faire face aux multiples formes de violence dont les femmes souffrent chaque jour, y compris le harcèlement sexuel. C'est la raison pour laquelle il est essentiel que l'UE ratifie dès que possible la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, comme nous l'avons demandé l'année passée. En faisant preuve de bonne volonté politique, nous pouvons nous attendre à des changements spectaculaires qui vont au-delà d'un hashtag.



### > AUTEUR

**Zita Gurmai** a été élue présidente du parti des femmes socialistes (PSE Femmes) pour la première fois le 21 octobre 2004 et exerce actuellement son cinquième mandat. Elle a été membre du Parlement européen entre 2004 et 2014 et a été élue membre du Parlement hongrois en avril 2018.



### > AUTEUR

**Marja Bijl** a été membre du PSE Femmes au niveau exécutif depuis 2009 et a été élue vice-présidente du PSE Femmes le 27 septembre 2012. Elle a été réélue en juin 2015. Elle est membre du Parti du travail néerlandais (PvdA) et est membre du conseil de ce parti depuis 2007.